PALESTINE : MOBILISATION INTERNATIONALE LE 10 OCTOBRE
STOP GÉNOCIDE, COLONISATION, APARTHEID
SANCTIONS CONTRE ISRAËL

Cela fait trois ans, depuis l'attaque et les massacres du 7 octobre survenus après 17 ans de blocus et d'agressions contre Gaza**, qu'Israël mène une guerre génocidaire contre la population palestinienne de Gaza**, accompagnée **d'une accélération vertigineuse de la colonisation en Cisjordanie** dont Jérusalem-Est, et des agressions menées par Israël contre les pays de la région. Cette situation, qui n'a été rendue possible que par l'inaction, voire la complicité des États occidentaux dont la France, **précipite le monde dans la guerre, le chaos, la loi de la jungle**. Au-delà des implications très pratiques de cette situation sur notre vie quotidienne, **ce sont les valeurs qui fondent notre humanité commune qui menacent de s'écrouler. Nous ne l'acceptons pas, nous ne laisserons pas faire : c'est ce que nous allons exprimer de toutes nos forces le 10 octobre dans la rue, partout en France, en Europe et dans le monde** dans le cadre de la journée internationale de mobilisation.

À Gaza, le cessez-le-feu du 10 octobre 2025 est violé par Israël, la population déplacée, victime des massacres et de la destruction de tous ses moyens d'existence, est confinée dans un espace de plus en plus réduit, les attaques israéliennes continuent de viser la population civile, l'entrée de l'aide est dramatiquement insuffisante. **La population de Cisjordanie** vit dans la terreur des colons et de l'armée israélienne, la colonisation continue de s'accélérer dans une politique d'État ouvertement assumée par Israël. À Jérusalem-Est les destructions de maisons palestiniennes se multiplient. **En Israël même**, les Palestiniens subissent des menaces permanentes, ils sont visés par une politique d'apartheid qui en fait des citoyens de seconde zone. Les villages du **Sud du Liban** sont anéantis, systématiquement rasés par l'armée israélienne. **L'UNWRA,** agence de l'ONU qui fournit des services essentiels aux réfugiés palestiniens tout en rappelant leur droit au retour, est maintenant interdite sur le territoire israélien et ses installations à Jérusalem sont détruites.

Des tortures systématiques sont infligées par Israël aux 9400 prisonniers politiques palestiniens, dont 370 enfants. Une centaine d'entre eux sont morts depuis le 7 octobre de ces tortures, ainsi que du manque de soins et de nourriture. Les visites de la Croix-Rouge ne sont toujours pas rétablies.

Nous ne sommes pas devant des violations ponctuelles du droit international, nous sommes devant une politique délibérée, menée par Israël depuis des décennies, qui vise à effacer le peuple palestinien et à s'emparer de son territoire. Cette politique n'a pu se développer qu'en raison de l'impunité totale que la plupart des pays occidentaux, dont la France, accordent à l'État d'Israël. Depuis la résolution de l'AG de l'ONU du 18 septembre 2024, qui suit l'avis de la CIJ du 19 juillet, ils ont pourtant l'obligation d'agir pour mettre fin à l'occupation.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) dénonce cette guerre génocidaire menée par l'État israélien contre le peuple palestinien. Ce sont des décennies d'impunité totale de l'État d'Israël, alors qu'il viole en permanence le droit international, qui nous ont menés à cette situation.

La reconnaissance de la Palestine n'a pas de sens si elle n'est pas associée à une protection du peuple palestinien et à la garantie de son droit à l'autodétermination. Les principes affichés par le président de la République à l'AG de l'ONU, dont celui de la souveraineté des peuples, restent vains s'ils ne se traduisent pas en actes. Il est urgent de prendre des sanctions contre Israël en tant qu'État, il est urgent de mettre fin à tout commerce d'armes ou de composants militaires avec Israël, et d'interdire

tout transit sur notre territoire d'armes à destination d'Israël. Les citoyens français ayant participé au génocide et aux crimes de guerre doivent être traduits en justice.

Les innombrables poursuites visant en France les militant-es de la solidarité avec la Palestine, les gels des avoirs, l'emprisonnement de réfugiés palestiniens, le narratif imposé par Israël qui imprègne les médias grand public, tout cela doit cesser au plus vite. Les libertés d'expression, de manifestation et d'association doivent être garanties.

L'objectif de notre action, c'est le respect du droit :

- Arrêt immédiat des agressions israéliennes : génocide à Gaza, nettoyage ethnique en Cisjordanie et à Jérusalem, bombardements et déplacements massifs au Liban
- Fin immédiate de l'occupation, de la colonisation et des politiques d'apartheid ;
- Protection de l'UNRWA ;
- Respect du droit au retour des réfugiés palestiniens,
- Libération des prisonniers politiques palestiniens.

Nous exigeons des actions fortes et immédiates de la France :

- Des sanctions contre Israël, dont la suspension immédiate de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.
- L'arrêt du commerce d'armes avec Israël, l'interdiction de toute livraison d'armes ou de composants militaires à Israël, l'arrêt du transit des armes vers Israël par les ports français,
- La mise en œuvre des mandats d'arrêt internationaux contre les dirigeants israéliens poursuivis pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité,

Nous appelons à une mobilisation massive pour faire entendre ces exigences.

A Paris, manifestation le samedi 10 octobre, départ République à 14h00.

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité - Association de Solidarité Inter Peuples -Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Cedetim / IPAM - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération générale du Travail (CGT) – Confédération Paysanne - Confédération Internationale Solidaire et Écologiste (CISE) –Droit-Solidarité – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Femmes Égalité - L'Alliance Pour la République Écologique et Sociale (L'Après) - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - Les Femmes en noir (FEN) – Les Écologistes EELV – Mouvement pour une alternative non-violente (MAN) - Mouvement de la Paix - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA-A) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Réseau Coopératif de la Gauche Alternative (RCGA) - Union communiste libertaire (UCL)– Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) – Union pour la Reconstruction Communiste (URC) - Union syndicale Solidaires

https://www.cnpjdpi.org
contact@cnpjdpi.org